# Singapour VI : exécution, insolvabilité et règlement des litiges

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les cinq parties précédentes consacrées à Singapour décrivent comment les actifs numériques sont détenus, soumis à licence, imposés et préservés du blanchiment. Cette partie décrit ce qui se passe lorsque quelque chose tourne mal. Un fondateur présente une trésorerie inexacte, le portefeuille chaud d'un dépositaire est vidé, une plateforme suspend les retraits, une contrepartie à Zoug refuse d'exécuter ses obligations, ou une autorité de surveillance décide qu'un modèle d'affaires toléré pendant trois ans est devenu intolérable. Dans chacune de ces situations, le lecteur doit savoir quelle autorité frappera à la porte, quelle juridiction connaîtra de l'affaire, quelles mesures provisoires existent et comment une décision singapourienne produit ses effets en Suisse ou une décision suisse à Singapour.

Le système singapourien d'exécution présente trois caractéristiques que le lecteur de tradition civiliste doit garder à l'esprit dès le départ. La première est la concentration. Une autorité de poursuite unique, l'Attorney-General's Chambers, contrôle toutes les poursuites pénales, tandis qu'une autorité de surveillance unique et intégrée, la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

surveillance financière), contrôle toutes les sanctions du secteur financier. La deuxième est la rapidité. La General Division de la High Court accorde en quelques jours des injonctions fondées sur un droit de propriété (proprietary injunctions), des ordonnances de gel mondial (worldwide freezing orders) et des ordonnances de communication à l'encontre des plateformes, souvent sur pièces et sans audition de la partie adverse, avec une célérité qu'aucun tribunal suisse ne peut égaler. La troisième est la boîte à outils de l'equity propre à la common law : constructive trusts, tracing (suivi des actifs), mesures de type Bankers Trust et Norwich Pharmacal, qui offrent au détenteur de jetons victime d'une fraude des voies de droit qui paraissent exotiques à un juriste suisse mais qui sont courantes à Singapour.

Le chapitre consacré à l'insolvabilité occupe une place particulière. Entre juillet 2022 et novembre 2023, les juridictions singapouriennes ont traité en succession rapide les demandes de moratoire de Vauld et de Zipmex ainsi que la gestion judiciaire provisoire, puis la liquidation, de Hodlnaut. Au cours de la même période, elles ont reconnu la liquidation de Three Arrows Capital ouverte aux îles Vierges britanniques et accordé un moratoire à Babel Finance. Aucun autre système judiciaire en dehors des États-Unis n'a produit autant de droit de l'insolvabilité en matière d'actifs numériques en si peu de temps. Ces décisions sont rassemblées ici, car le lecteur qui structure un dispositif de garde ou prête à une plateforme doit comprendre comment ces affaires se sont terminées pour les clients.

Les chapitres suivent l'ordre dans lequel un litige se déroule habituellement : infraction, enquête, mesures provisoires et suivi des actifs, insolvabilité, procès civil, arbitrage et, enfin, sanctions prononcées par l'autorité de surveillance elle-même. Des tableaux comparatifs placent la position singapourienne à côté de la position suisse décrite dans la Partie H. Des renvois mènent à la Partie J pour le droit des biens et des trusts sous-jacent, à la Partie K pour le périmètre des licences et à la Partie L pour les obligations en matière de lutte contre le blanchiment, qui ne sont résumées ici que dans la mesure où les infractions pénales en dépendent.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

## Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com